

CONVENTION SPECIFIQUE

Entre

LE ROYAUME DE BELGIQUE

Et

LA REPUBLIQUE DU MALI

Relative à l'intervention :

« Renforcement des Capacités des institutions et des acteurs de la société civile
au niveau de la Région de Koulikoro et au niveau central »



Le Royaume de Belgique, d'une part,

Et

La République du Mali, d'autre part,

Ci-après dénommés « les Parties » ;

Considérant les relations d'amitié et de solidarité existant entre les deux Etats;

Vu la Convention générale de Coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Mali, signée à Bamako, le 28 février 2003 ;

Vu le Programme de Coopération (PC) Belgique-Mali (2016-2019) adopté lors de la 5^{ème} session de la Commission Mixte de Coopération au Développement tenue à Bamako le 20 juin 2016, spécifiquement le chapitre 3.2, paragraphe 3.2.1.3 ;

conviennent des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention spécifique

Par la présente Convention spécifique, ci-après dénommée « Convention », les Parties s'engagent à financer l'exécution de l'intervention «Renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile au niveau de la Région de Koulikoro et au niveau central», ci-après dénommé « intervention », dont l'objectif global et l'objectif spécifique sont les suivants :

L'**objectif global** est : «Le développement institutionnel et les capacités des acteurs étatiques et non-étatiques sont renforcés».

L'**objectif spécifique** est : « Les acteurs étatiques et non étatiques au niveau central et dans la Région de Koulikoro disposent d'un vivier de ressources humaines compétentes à même d'impulser une dynamique de changement institutionnel et organisationnel ».

ARTICLE 2 : Budgets, responsabilités et contributions des Parties

- 2.1. La Partie malienne désigne le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale, comme entité responsable de sa contribution et de l'exécution de l'intervention.

Dans les Dispositions techniques et financières, le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat est remplacé par le Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale.

- 2.2. La Partie belge désigne la « Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire », ci-après dénommée « DGD », du Service public fédéral « Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement », en tant que responsable de sa contribution à l'intervention.

La DGD est représentée au Mali par le Bureau diplomatique à Bamako.

- 2.3. La Partie belge confie l'exécution de ses obligations à la « Coopération Technique Belge », société anonyme de droit public belge à finalité sociale, ci-après dénommée « CTB ».

La CTB est représentée au Mali par son Représentant Résident à Bamako. La CTB remplit cette tâche en exécution d'une Convention de mise en oeuvre conclue entre elle et l'Etat belge.

- 2.4. Le budget total de l'intervention est d'un montant de 3.500.000 EUR à charge de la Partie belge.

L'utilisation de ce budget est détaillée dans le dossier technique et financier (DTF) annexé.

L'exécution de l'intervention a une durée de 48 mois.

- 2.5. La partie belge finance également au maximum 48 hommes mois d'expertise en coopération technique.

ARTICLE 3 : Dossier Technique et Financier (DTF)

- 3.1. L'intervention sera réalisée conformément au dossier technique et financier annexé à la présente Convention, ci-après dénommé le « DTF ».
- 3.2. Le budget de l'intervention ainsi que son objectif global et son objectif spécifique, tels que définis dans l'article 2, ne peuvent être changés que via un échange de lettres entre les Parties, conformément à l'article 11.7 de la présente Convention.
- 3.3. Les entités responsables pour l'exécution de l'intervention et la CTB peuvent adapter les autres éléments du DTF, en fonction de l'évolution du contexte et du déroulement de l'intervention.

ARTICLE 4 : Obligations des Parties

Chacune des Parties s'engage à prendre en temps voulu les dispositions institutionnelles, administratives et budgétaires nécessaires pour remplir les obligations souscrites dans la présente Convention.

Chacune des Parties s'engage à transmettre à l'autre toutes les informations nécessaires à la bonne marche de l'intervention.

Les obligations et responsabilités mutuelles des Parties, qui résultent des choix effectués en matière de modalités d'exécution, sont précisées dans le DTF de l'intervention.

Les deux Parties reconnaissent l'importance de la gouvernance et de la lutte contre la corruption. Elles s'engagent mutuellement à plus de transparence et de redevabilité. Aucune offre, paiement, don ou bénéfice de quelque nature que ce soit pouvant être considéré comme un acte illégal ou de corruption, ne pourra être promis, commis, recherché, ou accepté, directement ou indirectement comme une incitation ou compensation liée aux activités dans le cadre de la présente convention, y compris toute procédure ayant trait au lancement d'attribution ou d'exécution des marchés publics. Les deux Parties s'informeront mutuellement de tout incident ou suspicion d'incident de corruption lié à l'utilisation des fonds programmés. En cas de non-application de ces engagements, les deux Parties se consulteront et détermineront les actions appropriées à prendre, qui pourraient inclure notamment le remboursement des fonds détournés et la suspension ou l'arrêt des contributions concernées.

L'intervention financée en vertu de la présente Convention fera l'objet d'actions de communication et d'information adéquates. Ces actions sont décrites dans le DTF de l'intervention.

ARTICLE 5 : Comité de pilotage

Les Parties conviennent de confier le suivi de l'intervention à un comité de pilotage.

Les compétences, les attributions, la composition et le mode de fonctionnement du comité de pilotage sont décrits dans le DTF.

Le comité de pilotage établit son règlement d'ordre intérieur dans le respect des autres dispositions de la présente Convention. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal signé par le représentant de l'entité responsable de l'exécution de l'intervention et par le Représentant Résident de la CTB. Une copie de ce procès-verbal est transmise au Bureau diplomatique à Bamako.



Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an et la première fois au plus tard trois mois après la signature de la présente Convention.

Le comité de pilotage tient également une réunion au plus tard trois mois avant la fin de la validité de la présente Convention afin d'examiner la proposition de rapport final de l'intervention rédigée selon les normes définies dans le DTF, et afin de préciser les modalités de clôture.

ARTICLE 6 : Statut de l'expertise internationale financée par la contribution belge

Les experts en coopération technique internationale et les assistants techniques internationaux financés par la contribution belge bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux accordés aux experts des Nations unies. Ils ont notamment le droit d'importer ou d'acheter, en franchise de droits et taxes, conformément à la réglementation malienne en vigueur, du mobilier et des effets personnels, des équipements électroniques, et des articles, à leur usage personnel ainsi qu'à l'usage des membres de leur famille vivant avec eux, importés dans les (6) mois suivant leur première installation.

Leur salaire et leurs émoluments sont exonérés d'impôts sur le territoire du Mali.

Lorsque cela est requis, ils sont assujettis à la sécurité sociale dans le respect de la législation belge (ou malienne).

La Partie malienne autorise l'admission temporaire, conformément à la réglementation en vigueur, sous régime de la coopération, d'un véhicule personnel à raison d'un véhicule par famille.

La Partie malienne délivre à ce personnel une carte tenant lieu de carte d'identité pour étrangers et lui accorde les visas nécessaires, selon les modalités en vigueur pour les experts des Nations unies en fonction au Mali.

ARTICLE 7 : Assistants techniques internationaux

Les assistants techniques internationaux financés par la contribution belge et recrutés par la CTB seront soumis à l'agrément préalable de la Partie malienne.



ARTICLE 8 : Taxes, impôts et droits d'importation

La contribution belge ne sera en aucun cas utilisée pour le paiement de tout impôt, droits de douane, taxes d'entrée et autres charges fiscales et administratives (y compris la TVA) sur les fournitures et équipements, travaux et prestations de services.

Si des taxes ou charges sont exigibles selon la législation nationale, elles seront prises en charge par la Partie malienne.

ARTICLE 9 : Rapports, contrôle et évaluation

Le DTF précise les procédures de rapportage administratif et opérationnel, comptable et financier. Chacune des Parties peut à tout moment, moyennant information préalable de l'Autre, procéder, conjointement ou séparément, à un contrôle ou à une évaluation de l'intervention. Le cas échéant, chaque Partie communique à l'Autre les conclusions de ses contrôles et évaluations.

Les contrôles et vérifications financières seront effectués selon la manière et par les personnes décrites dans le DTF.

ARTICLE 10 : Après-intervention

En vue d'assurer la durabilité des résultats de l'intervention, la Partie malienne prendra les mesures institutionnelles, administratives ou budgétaires nécessaires.

ARTICLE 11 : Durée, prorogation, suspension, résiliation, modifications et différends

- 11.1. La présente Convention entre en vigueur le jour de sa signature par les deux Parties et est conclue pour une période de 60 mois (48+12).
- 11.2. Les financements réservés aux opérations engagées avant l'expiration de la présente Convention seront utilisés d'office au-delà de cette durée si les marchés y afférents n'ont pas été complètement exécutés à l'issue de ladite durée.
- 11.3. Après la clôture financière de l'intervention, les fonds non utilisés seront récupérés par l'Etat belge.



A cette fin, la partie malienne s'engage à reverser à la CTB les soldes bancaires et les montants non éligibles dans un délai de trois mois à partir de l'approbation de la clôture financière par le Comité de Pilotage.

- 11.4. Chacune des Parties peut suspendre l'exécution de la présente Convention. Si une des Parties considère que l'autre a manqué à une des obligations essentielles qui lui incombent au titre de la présente Convention, à une obligation découlant du respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que dans des cas de corruption, elle notifie à l'autre Partie les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation ainsi que le fait qu'elle envisage de suspendre la présente Convention en cas d'absence de solution acceptable dans les trois mois. Les Parties se consulteront et détermineront les actions appropriées à prendre dans les trois mois qui suivent la notification.

En cas d'absence de solution acceptable dans les trois mois qui suivent la notification, chacune des Parties a le droit de suspendre, en tout ou en partie, l'exécution de la présente Convention.

- 11.5. Chacune des Parties peut suspendre l'exécution de la présente Convention dans des cas de force majeure pendant la durée de cette force majeure. La Partie qui invoque un cas de force majeure notifie à l'autre Partie les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les Parties. Elle lui notifie également son intention de suspendre la présente Convention en cas d'absence de solution acceptable dans les trois mois. Les Parties se consulteront et détermineront les actions appropriées à prendre dans les trois mois qui suivent la notification.

En l'absence de solution acceptable dans les trois mois qui suivent la notification visée au deuxième alinéa, l'exécution de la présente Convention est suspendue.

- 11.6. Cette Convention peut être dénoncée par chacune des Parties par note verbale, moyennant un préavis de trois mois. Dans ce cas, les fonds non utilisés seront récupérés par l'Etat belge tel que décrit à l'article 11.3. Les contrats conclus en conformité avec le DTF avant la dénonciation de cette Convention seront toutefois honorés tel que prévu.
- 11.7. Le montant de la présente Convention défini à l'article 2.4 et l'objectif global et spécifique défini à l'article 1, ne peuvent être changés que via un échange de lettres entre les Parties.
- 11.8. Tout différend relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente Convention sera réglé par voie de négociation.



ARTICLE 12 : Adresses

Les notifications prévues par la présente convention, et plus spécialement celles qui auraient pour objet sa modification ou son interprétation, seront adressées par la voie diplomatique,

Pour la Partie belge : à l'Ambassade de Belgique à Ouagadougou s/c Bureau Diplomatique à Bamako.

Les notifications ou la correspondance relatives à l'exécution de ses composantes techniques seront adressées au Représentant résident de la CTB pour la Partie belge (*Représentation de la CTB Mali, Rue 25, Porte 251, Badalabougou Est, BP E – 4804, Bamako, Mali*)

et au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale à Bamako pour la Partie malienne

Fait à Bamako, le... 13/9/2017 en deux exemplaires originaux, chacun en langue française.

Pour le Royaume de Belgique



Lieven De la MARCHE,
Ambassadeur

Pour le Gouvernement
de la République du Mali



Abdoulaye DIOP
Ministre des Affaires étrangères et de la
Coopération internationale

Annexe : Dossier technique et financier (DTF) de l'intervention "Renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile au niveau de la région de Koulikoro et du niveau central"